

Difficultés pour le secteur végétal en 2005

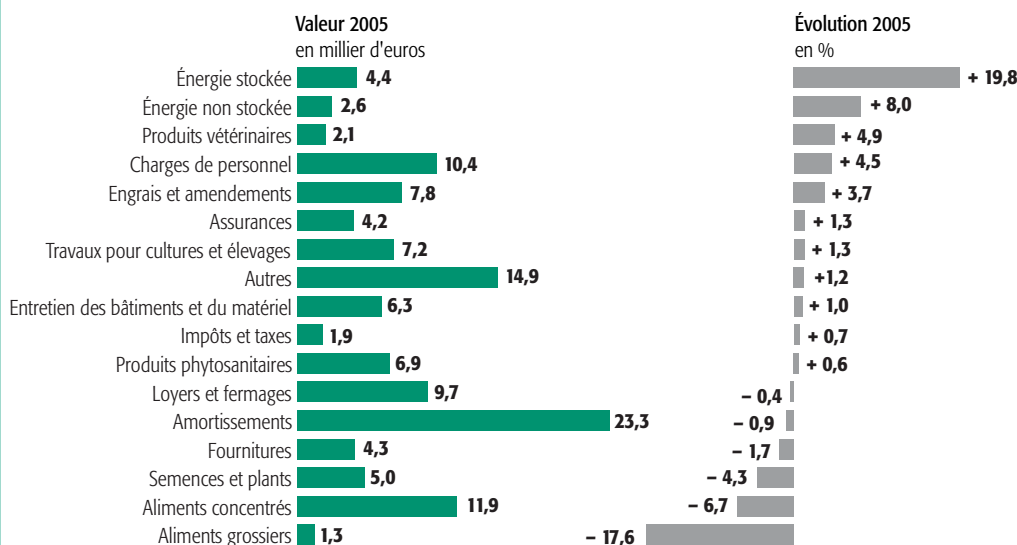
En 2005, le résultat courant avant impôts des exploitations professionnelles diminue hors inflation de 9,3 %. La sécheresse pénalise les grandes cultures. Viticulture et arboriculture fruitière sont confrontées à de graves problèmes de commercialisation.

Hors inflation, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations du Réseau d'information comptable agricole recule en moyenne de 9,3 % en 2005. À prix courants, il diminue de 7,6 % et s'élève à 28 000 euros par exploitation. Les ventes de l'année progressent de 2 % mais la production globale recule légèrement. Les charges d'approvisionnement atteignent 43 600 euros, soit 35 % du total

des charges d'exploitation. La hausse du prix du pétrole se poursuit avec une nouvelle forte augmentation des dépenses en énergie stockée en progrès de 20 %, et de 17 % pour le carburant acheté à la pompe. Cette hausse se répercute également sur les dépenses en engrais et amendements. Les dépenses en aliments grossiers reculent de 18 %, et de 7 % pour les aliments concentrés. Les subventions d'exploitation s'établissent à 27 400 euros en moyenne par exploitation, stables par rapport à 2004. Les primes aux terres arables et aux bovins subissent une légère érosion, en raison de leur modulation de 3 %. Mais la prime aux produits laitiers double.

Augmentation des dépenses énergétiques

Détail des charges d'exploitation en 2005



Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (Rica)

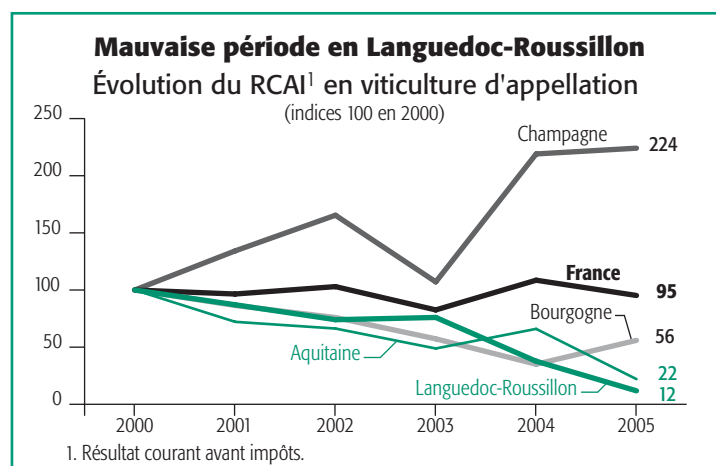
Autofinancement en recul

La capacité d'autofinancement diminue, à 51 500 euros en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports en espèces ou en nature effectués par l'exploitant, reculent également en 2005 pour s'établir à 31 600 euros par exploitation. Ils sont destinés à couvrir les besoins de l'exploitant et de sa famille et à acquitter les charges sociales, 8 500 euros en moyenne. L'autofinancement, égal à la capacité d'autofinancement diminuée >

➤ des prélèvements privés, diminue de près de 9 %. À 20 000 euros, il finance une part importante de l'investissement, celui-ci étant en retrait cette année encore. L'excédent de trésorerie d'exploitation augmente de 6 %. En 2005, la dette totale des exploitations professionnelles se stabilise à 121 800 euros. Elle représente ainsi 37,5 % du total du bilan. Le poids de l'endettement, défini par les remboursements financiers rapportés à l'excédent brut d'exploitation, s'élève à 40,4 %, l'EBE étant en recul.

Des revenus fluctuants en viticulture

En 2005, la situation des viticulteurs sans appellation se détériore encore avec une chute du résultat courant de 49 %. Il s'établit désormais à 13 100 euros en moyenne. Les récoltes sont en repli avec des rendements des vignes pour vin de table en recul de 9 %. Ils avaient été bons en 2004. Les prix continuent de chuter et ne permettent pas de pallier la baisse des volumes. L'autofinancement



Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (Rica)

recule de 67 % et pénalise fortement l'investissement. L'année est particulièrement mauvaise en Languedoc-Roussillon où 57 % des exploitations ont un RCAI négatif. La situation est plus favorable en Charentes. Souvent fluctuant, le résultat courant des viticulteurs sous appellation recule. Il diminue de 12 %, mais demeure à un niveau relativement élevé avec 52 900 euros en moyenne. Les ventes augmentent en quantité, bien que le rendement des vignes et la production s'effritent. Le prix de

vente du vin diminue en moyenne de près de 2 %. L'autofinancement et l'investissement sont en vif recul. Les résultats régionaux sont contrastés. Le RCAI est plus que divisé par deux en Aquitaine et en Languedoc-Roussillon. La situation est en revanche plus confortable en Champagne-Ardenne et en Bourgogne.

Rendements en baisse pour les grandes cultures

La baisse du RCAI se poursuit en grandes cultures avec une chute de 19 % en 2005. Il n'est plus que de 24 000 euros en moyenne. La sécheresse affecte la plupart des rendements, notamment ceux des pois protéagineux, du blé, de l'orge et du maïs grain. Les prix de vente sont pratiquement tous en repli. Les charges d'approvisionnement augmentent mais les aides directes demeurent élevées : 39 800 euros en moyenne par exploitation. Les aides aux jachères progressent de 27 % avec l'extension des superficies gelées. Elles avaient baissé après la sécheresse de 2003. En 2005, la situation des exploitations spécialisées en arboriculture fruitière est préoccupante. La chute du résultat courant s'amplifie : - 51 % après - 38 % en 2004. Il s'élève seulement à 10 500 euros en moyenne. Les ventes et la production reculent

Méthodologie

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) recueille annuellement les informations comptables de 82 000 exploitations dans les 25 États de l'Union européenne selon des définitions et des règles communes. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique agricole européen. L'échantillon français, qui regroupe 7 375 exploitations, correspond aux 346 200 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé. L'univers de base servant à la pondération est issu de l'enquête structure 2005. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant. Les données présentées ici sont tirées d'un échantillon provisoire de 7 337 exploitations.

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI) est l'indicateur central du Rica. Il est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes dont les charges calculées comme les amortissements mais pas les charges sociales de l'exploitant. Le RCAI exprime une

forme de revenu familial qui rémunère le travail non salarié et les capitaux propres. Dans la capacité d'autofinancement, les amortissements ne sont pas déduits. L'excédent de trésorerie d'exploitation exprime un flux effectif de trésorerie généré par les opérations d'exploitation.

■ Le RCAI se rapproche du revenu net d'entreprise agricole des comptes agricoles, mais avec d'autres règles d'évaluation des stocks. Leur valeur est mesurée à un prix moyen de l'année dans les comptes. Elle est évaluée au cours du jour dans le Rica. De plus les primes et indemnités d'assurance sont décrites dans le Rica alors que les comptes ne retiennent que les services d'assurance. Le traitement des subventions, identique dans les principes par rattachement à l'exercice ouvrant le droit, peut différer en pratique. Quand le montant de la créance n'a pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées dans le Rica lors de l'encaissement sur l'exercice suivant.

➤ en valeur. En effet, malgré la hausse des rendements, tous les prix sont orientés à la baisse, notamment pour la pomme de table, la pêche et la poire de table. Si les charges d'approvisionnement et les amortissements diminuent, les charges de personnel augmentent et s'établissent à 54 000 euros par exploitation. Les prélèvements privés et l'excédent de trésorerie diminuent fortement.

Doublement de la prime aux produits laitiers

L'année 2005 est plus favorable aux orientations animales. Le résultat courant moyen des éleveurs bovins laitiers est stable à 28 700 euros par exploitation. La production se maintient à 110 900 euros. Pourtant le prix du lait, en baisse de 3 %, diminue pour la troisième année consécutive. Mais la prime aux produits laitiers double pratiquement

en 2005 et s'établit à 5 800 euros. Malgré la baisse des dépenses en alimentation du bétail, les charges d'exploitation augmentent légèrement. Les éleveurs de bovins lait subissent notamment la hausse des dépenses en énergie, mais aussi une progression des charges en produits vétérinaires. L'autofinancement progresse en 2005. Pour les éleveurs de bovins viande, la situation est également quasiment stable. Avec 24 500 euros moyenne, le RCAI recule de 1 %. Les ventes de l'année progressent de même que la production. Le prix de vente des bovins mâles augmente. Les subventions d'exploitation diminuent par rapport à 2004, mais conservent un niveau élevé avec 38 200 euros en moyenne par exploitation. Comme dans la plupart des autres secteurs, les charges d'exploitation augmentent, en dépit

de la diminution des dépenses en aliments du bétail. Malgré l'augmentation de l'autofinancement, l'investissement fléchit.

Situation contrastée en hors sol

En 2005, le résultat courant moyen des orientations de porcins - volailles augmente de 39 %. Elles bénéficient notamment de la baisse du prix des aliments. Les éleveurs de volailles subissent toutefois les conséquences de l'épizootie d'influenza aviaire. Ayant anticipé la crise en réduisant volontairement leurs effectifs, le volume de leurs ventes diminue, ce qui permet le maintien des prix. L'année est plus faste pour les producteurs de porcs avec une production et des prix en hausse.

Mélanie Chassard

Bureau du Rica

Pour en savoir plus...

■ **Résultats nationaux**
« Résultats économiques des exploitations agricoles en 2005 », *Agreste-Cahiers*, à paraître en 2007.

■ **Résultats régionaux**
Consultez les services statistiques des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

et le site Internet du Sces :
www.agreste.agriculture.gouv.fr

10 600 euros de subventions en moyenne dans l'Union à 25 en 2004

■ Le résultat courant moyen des 4 millions d'exploitations professionnelles de l'Union à 25 atteint 18 100 euros en 2004, avec 10 600 euros de subventions. Les 25 États présentent des caractéristiques variées : petites superficies au Sud et vastes exploitations au Nord. Les pays de l'Est emploient de nombreux salariés : plus de 20 unités de travail annuel en Slovaquie dans de grandes unités le plus souvent sociétaires.

■ Les subventions d'exploitation 2004 s'échelonnent en moyenne entre 2 000 euros pour la Pologne et 54 100 euros en Slovaquie, et atteignent 25 800 euros en France. Elles sont attribuées en fonction des tailles, mais leur mode d'attribution diffère selon les dates d'adhésion à l'Union. Il est exclusivement lié à la surface dans les pays de l'Europe de l'Est, et moins avantageux que dans le reste de l'Union. Avec moins de 100 euros par hectare, les subventions estoniennes et slovaques sont les plus faibles.

Données européennes (données moyennes par exploitation)

Date d'adhésion à l'Union européenne	Pays	Nombre d'exploitations représentées	Superficie agricole utilisée (ha)	Unités de travail annuel		Taux de subventions à l'hectare (k€/ha)	Résultat courant avant impôts (k€)
				totales	dont non salariées		
Avant 2004	Italie	687 700	16,8	1,38	1,09	0,37	24,6
	Espagne	587 300	30,4	1,47	1,09	0,21	24,1
	Grèce	493 800	6,3	1,23	1,07	0,63	10,4
	France	369 100	73,7	1,93	1,43	0,35	27,6
	Allemagne	225 600	72,3	2,14	1,41	0,39	28,9
	Portugal	157 900	17,6	1,45	1,22	0,24	6,4
	Irlande	113 200	41,6	1,16	1,09	0,37	17,6
	Royaume-Uni	97 600	148,7	2,33	1,32	0,28	29,9
	Autriche	77 300	27,3	1,63	1,54	0,70	24,6
	Pays-Bas	65 100	31,2	2,41	1,44	0,30	29,8
	Finlande	44 600	46,5	1,52	1,32	0,89	20,9
	Danemark	38 700	69,9	1,45	0,87	0,37	6,8
	Belgique	35 400	40,4	1,88	1,55	0,38	45,3
	Suède	30 700	93,3	1,42	1,17	0,31	6,5
	Luxembourg	1 700	74,1	1,71	1,46	0,51	39,9
	À partir de 2004	Pologne	742 200	15,7	1,75	1,56	0,13
Hongrie		83 100	49,4	1,88	0,68	0,18	6,6
Slovénie		36 200	12,7	1,98	1,88	0,44	6,5
Lituanie		30 900	52,0	2,13	1,58	0,11	12,3
Chypre		26 400	7,0	1,26	0,96	0,49	3,0
Lettonie		20 500	61,1	2,56	1,67	0,12	8,3
République tchèque		13 600	266,2	9,84	1,36	0,15	27,9
Estonie		6 800	107,8	2,99	1,47	0,10	15,8
Slovaquie	3 500	550,9	20,67	1,14	0,10	59,7	
Union européenne à 25 Malte excepté		3 989 000	34,3	1,66	1,26	0,31	18,1

Source : Union européenne, Rica européen 2004

Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 2005

	Ensemble	Grandes cultures	Vins d'appellation	Autre viticulture	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins volailles
Nombre d'exploitations représentées	346 200	77 800	33 500	12 600	10 100	58 300	40 400	14 600
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	75,6	111,5	20,1	31,9	28,9	69,6	87,1	41,3
dont : SAU en fermage	59,3	94,1	13,6	17,0	20,1	55,5	60,6	30,1
Effectifs animaux (en UGB ¹)	67,9	16,2	1,9	0,2	3,1	79,1	98,3	347,2
Nombre d'UTA ²	1,99	1,70	3,09	1,91	4,40	1,71	1,32	1,84
dont : UTA non salariées	1,44	1,32	1,40	1,20	1,38	1,62	1,25	1,55
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)								
Capacité d'autofinancement	51,5	48,9	75,6	31,0	34,6	51,7	41,7	66,9
- Prélèvements privés	31,6	33,2	50,5	20,9	26,6	29,3	23,1	31,9
= Autofinancement	20,0	15,7	25,2	10,1	8,0	22,4	18,7	35,0
Actif immobilisé	207,2	181,5	235,2	169,4	163,1	217,0	227,6	228,7
Actif circulant	116,7	100,5	333,4	157,2	100,7	74,8	86,2	100,2
Stocks	71,2	46,5	256,9	126,8	36,9	43,0	50,3	69,1
Capitaux propres	202,9	164,1	389,9	237,9	139,2	185,1	226,6	148,5
Endettement total	121,8	118,7	180,2	89,4	125,4	107,5	87,5	181,5
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)								
Ventes et autoconsommation	126,4	113,9	185,4	90,9	169,1	110,8	62,3	264,9
- Achats d'animaux	5,4	2,5	0,1	€	0,4	4,3	7,1	29,8
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	120,9	111,4	185,3	90,9	168,7	106,5	55,2	235,1
+ Production stockée (y c. animaux)	1,0	-2,3	11,9	-1,1	-0,8	0,6	2,7	-0,1
+ Production immobilisée (hors animaux)	2,6	1,0	3,2	5,0	6,7	3,0	2,7	2,6
+ Produits divers	2,2	3,8	3,2	2,1	2,6	0,8	0,8	1,0
= Production de l'exercice nette des achats d'animaux	126,8	113,9	203,6	96,8	177,2	110,9	61,5	238,5
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	0,6	0,1	0,2	0,1	0,1	€	0,2
- Charges d'approvisionnement	43,6	49,8	28,2	18,7	34,1	35,2	23,9	126,1
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	35,2	31,6	42,8	30,4	58,0	34,8	24,2	44,2
= Valeur ajoutée	48,2	33,1	132,7	47,8	85,2	41,0	13,4	68,4
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	€	€	€	€	€	€	€
+ Subventions d'exploitation	27,4	39,8	3,5	6,0	12,9	23,1	38,2	16,9
+ Indemnités d'assurance	1,1	1,6	1,3	0,7	2,3	0,9	0,6	0,9
- Fermages	9,7	13,2	19,3	5,4	7,1	7,2	6,3	4,8
- Impôts et taxes	1,9	2,4	3,1	2,6	2,1	1,5	1,0	1,7
- Charges de personnel	10,4	7,4	34,3	13,4	54,0	1,4	1,1	5,9
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	54,7	51,5	80,8	33,1	37,3	54,9	43,8	73,8
+ Transferts de charges	0,5	0,9	0,8	0,3	0,6	0,2	0,2	0,5
- Dotations aux amortissements	23,3	24,7	23,1	17,1	23,6	22,8	17,0	30,2
= Résultat d'exploitation	32,0	27,7	58,4	16,2	14,3	32,4	26,9	44,1
+ Produits financiers	0,3	0,6	0,2	0,3	0,3	0,2	0,1	0,3
- Charges financières	4,3	4,2	5,7	3,4	4,1	3,8	2,6	7,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,0	24,0	52,9	13,1	10,5	28,7	24,5	36,6
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,8	5,0	1,5	2,1	1,6	2,2	1,5	0,9
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,1	0,5	0,7	1,7	2,5	1,2	1,0	1,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	0,2	-0,3	0,7	0,5	0,3	0,2	0,1
= Résultat de l'exercice	32,2	29,7	54,7	17,6	15,2	32,4	27,2	39,0
Subventions (millier d'euros)								
Primes aux produits laitiers et paiements supplémentaires ADL	1,7	0,2	0,1	€	€	5,8	€	1,4
Prime aux bovins mâles	1,3	0,4	€	€	€	1,3	4,2	0,7
Prime à la vache allaitante	2,7	0,9	0,1	€	0,1	0,3	13,5	2,6
Autres primes bovines	1,9	0,5	0,0	€	€	1,9	6,7	1,4
Céréales, oléagineux, protéagineux et jachères	13,8	34,5	1,4	2,8	2,7	8,1	2,9	7,5
Accident climatique	0,4	0,1	0,1	0,1	2,0	0,2	1,1	0,2
Prime herbagère agri-environnementale (PHAE)	0,6	€	€	€	€	0,8	2,4	0,2
Autres aides agri-environnementales	1,1	0,9	0,3	0,9	0,8	1,2	2,0	0,6

€ : nombre inférieur à 50 euros

1. UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis mère à 0,18 UGB.

2. UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (Rica)